

• **O** **S** **E** **R** le
R **E** **S** **O**



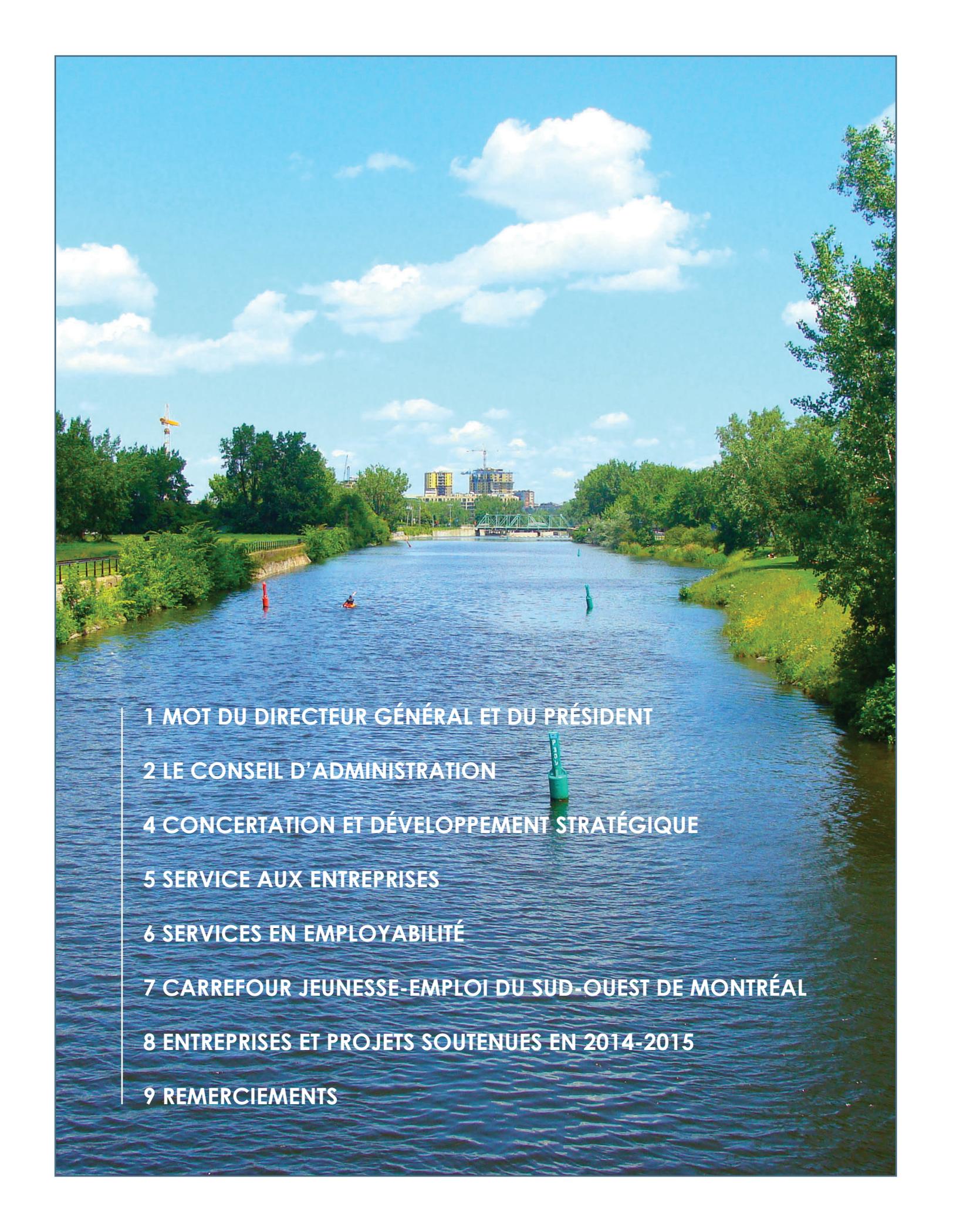
SE MOBILISER
OSER
AGIR



reso Regroupement
économique et social
du Sud-Ouest

cje Carrefour
jeunesse-emploi
du Sud-Ouest





1 MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL ET DU PRÉSIDENT

2 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

4 CONCERTATION ET DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE

5 SERVICE AUX ENTREPRISES

6 SERVICES EN EMPLOYABILITÉ

7 CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DU SUD-OUEST DE MONTRÉAL

8 ENTREPRISES ET PROJETS SOUTENUES EN 2014-2015

9 REMERCIEMENTS

LE BILAN DES ACTIVITÉS DU RESO 2014-2015

Depuis sa fondation en 1989, le RESO a créé toute une gamme de services pour soutenir les démarches des personnes sans emploi et les efforts de consolidation et de développement des entreprises du Sud-Ouest. Le RESO a élaboré ces services en concertation avec ses partenaires de divers milieux : des affaires, communautaire, syndical et institutionnel ainsi que les élus locaux, toujours dans l'objectif de maintenir et de créer des emplois.



Guy Biron

Directeur général intérimaire
du RESO



Privilégiant une approche inclusive qui mise sur la participation de tous les acteurs économiques, sociaux et culturels et s'appuyant sur une équipe de professionnels aguerris, le RESO s'est impliqué activement dans des projets et des enjeux d'aménagement d'importance. Parmi ces projets ayant un impact sur les conditions et la qualité de vie des citoyennes et citoyens du Sud-Ouest, on retient les anciens ateliers du CN, la réfection de l'échangeur Turcot, le redéveloppement de la cour Turcot et le site des Bassins du Nouveau Havre.

Le RESO s'est également investi dans des enjeux liés au développement de la main-d'œuvre en soutenant des projets d'initiatives locales et d'économie sociale qui favorisent l'acquisition de connaissances et de compétences permettant une insertion durable en emploi. Il a soutenu entre autres la mise sur pied de la mutuelle de formation Forma Plus, l'aide aux entreprises d'insertion du Sud-Ouest, les stages en entreprises, l'accompagnement des personnes en formation générale et professionnelle, etc.

Enfin, à travers son mandat Centre local de développement (CLD), le RESO a mis tout en œuvre pour offrir aux entrepreneurs et futurs entrepreneurs de l'économie privée et de l'économie sociale un continuum de services et d'outils de financement pour les aider à toutes les étapes de leur développement.

Le rapport d'activités 2014-2015 que le RESO dépose aujourd'hui témoigne d'ailleurs largement de la capacité du RESO d'agir avec compétence

et en concertation avec la communauté du Sud-Ouest sur tous les enjeux économiques, sociaux et culturels qui concernent cette communauté.



Le nouveau pacte fiscal annoncé en octobre dernier par le Gouvernement du Québec et l'adoption de la Loi 28 au printemps ont toutefois changé la donne et eu de sérieuses conséquences pour le RESO. Rappelons que la Loi 28 confirmait le transfert à la Ville de Montréal de la responsabilité du développement économique local et du soutien de l'entrepreneuriat. La Ville a par la suite décidé d'attribuer le soutien de première ligne aux entreprises (ancien mandat CLD) à six nouvelles organisations réparties sur l'ensemble du territoire montréalais.

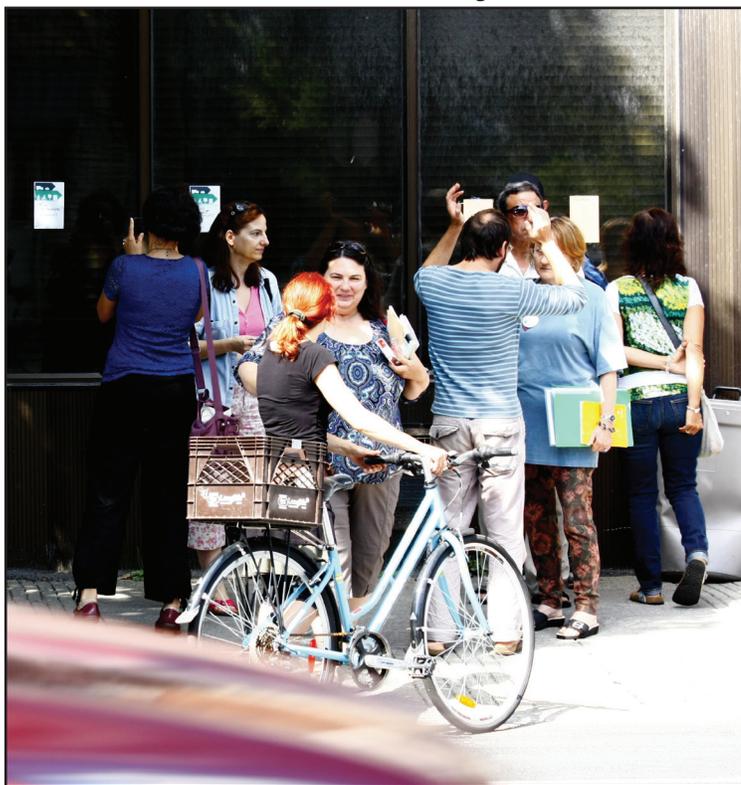
En perdant le mandat CLD qu'il exerçait depuis 1998 et les outils de financement qui lui permettaient de soutenir le développement de l'entrepreneuriat privé et collectif et la création d'emplois, le RESO a dû renoncer à son service de première ligne aux entreprises. Il a sacrifié ainsi son expertise professionnelle de très grande qualité, intégrée et peaufinée dans une approche de développement économique communautaire pendant plus de 15 ans.

Ce revers signifie-t-il la fin du RESO?

À la suite des discussions qui ont eu lieu au printemps au sein du conseil d'administration du RESO et après consultation auprès de l'ensemble du personnel du RESO et de nombreux partenaires, nous nous permettons de croire que l'action du RESO dans le Sud-Ouest de Montréal a encore un avenir.

Même si la perte des services directs aux entreprises a pour effet de réduire ses ressources et de déstabiliser son action, le RESO demeure une organisation significative, ancrée dans son milieu. Avec les ressources et les services dont il dispose encore, le RESO est capable d'agir sur plusieurs enjeux reliés au développement de la main-d'œuvre et de l'emploi, en concertation avec les acteurs sociaux et économiques du Sud-Ouest.

Fort d'une solide équipe en employabilité et de son carrefour jeunesse-emploi (CJE), le RESO continuera de travailler en concertation avec les organismes communautaires qui œuvrent auprès des personnes sans emploi



et qui luttent contre la pauvreté et l'exclusion sociale et économique des quartiers du Sud-Ouest. Ce travail, il le fera en misant sur la formation générale et professionnelle et l'acquisition de compétences adaptées au marché du travail.

En collaboration avec l'Arrondissement, le RESO continuera également d'établir, avec des promoteurs de projets et des employeurs du Sud-Ouest, des ententes de collaboration sur l'embauche locale et différentes stratégies facilitant le recrutement de la main-d'œuvre dans les entreprises du Sud-Ouest. Avec son équipe professionnelle en matière de formation, d'employabilité et d'insertion en emploi, le RESO reste donc en bonne position pour répondre aux besoins de la main-d'œuvre sans emploi du Sud-Ouest. Il est aussi en mesure de bien répondre aux besoins des employeurs en ce qui concerne le recrutement de la main-d'œuvre. Ainsi, toute la communauté profite de l'apport du RESO au renouveau économique du Sud-Ouest.

Malgré la perte d'outils financiers importants liés au mandat CLD, le RESO entend mettre en location une section

des locaux du Carrefour du développement local (l'entité propriétaire de la bâtisse où loge le RESO) pour générer de l'activité économique. Toutes les options sont encore sur la table, et la rentabilité reste un enjeu important. Cependant, l'option qui rallie le plus grand nombre de personnes à la mission et aux valeurs du RESO est celle de se servir de cet espace pour générer une activité économique de type collaboratif. Le RESO mettra tout en œuvre pour que cette possible location devienne une occasion de développement économique, de nouveaux partenariats et de repositionnement du RESO comme acteur du développement économique communautaire local.

Avec l'emploi comme axe principal d'intervention, le RESO continuera également de soutenir certains projets chers à la communauté, comme le projet Sept à nous et le Carrefour de la création aux Bassins du Nouveau Havre. La direction du RESO travaillera sur d'autres



enjeux de repositionnement de son action – dont le Carrefour de l'innovation – et l'établissement de rapports cordiaux, productifs et complémentaires avec le nouveau pôle économique du Grand Sud-Ouest.

Le RESO dispose d'un autre actif, RESO Investissements, qui a été à l'origine de la création de plusieurs fonds locaux et régionaux dont les fonds locaux d'investissements (FLI) du Gouvernement du Québec et les fonds locaux de solidarité (FLS) de la FTQ. D'autres fonds de soutien à l'économie privée et collective sont par la suite nés de l'expérience du RESO. Vu le contexte d'austérité que nous connaissons et le transfert aux municipalités de la responsabilité du développement économique avec des budgets amputés, il est peu probable que le RESO puisse compter sur une recapitalisation publique de RESO Investissements. Par contre, rien n'est encore joué : le RESO possède toujours des capitaux investis dans des entreprises prometteuses dont les retombées pourraient profiter au RESO à moyen terme et constituer un atout de taille pour stimuler son repositionnement et son apport au développement économique du Sud-Ouest. Le RESO continuera durant la prochaine année d'explorer, avec le secteur privé, les avenues possibles de recapitalisation du fonds de capital de risque du RESO afin d'en faire bénéficier les entreprises et la communauté du Sud-Ouest.

À travers son histoire, le RESO n'a pas toujours eu les moyens de ses ambitions. Il a connu de belles réussites, mais aussi des échecs. La communauté et ses partenaires du milieu l'ont toujours soutenu. Par contre, chaque fois qu'il a connu des revers, il a toujours trouvé la motivation et le courage de rebondir en partageant ses réalisations et ses échecs avec la communauté qui lui a permis d'exister. Le RESO vous propose de continuer l'aventure.

MOT DU PRÉSIDENT

PIERRE GAUTHIER

L'année qui s'achève fut à la fois riche et fort éprouvante pour le RESO, comme en témoigne le bilan dressé par Guy Biron en ces pages.



Pierre Gauthier
Président

Le RESO a connu de nombreux soubresauts depuis sa création en 1989. Il n'en est pas à une crise près. Au vu de l'extraordinaire contribution du RESO à l'essor du Sud-Ouest, on a parfois tendance à oublier que celui-ci tout comme le Programme économique de Pointe-Saint-Charles (PEP) dont il a pris le relais sont les produits d'une crise majeure. La création du PEP et celle du RESO découlent en effet de la volonté de la communauté du Sud-Ouest de s'organiser localement afin de répondre aux défis que posaient les transformations dramatiques de son tissu social et économique dans les années 1980.

Au cours de son histoire, le RESO a vu se succéder pas moins de six régimes à l'Assemblée nationale, de même que quatre régimes au Parlement fédéral et à l'Hôtel de Ville respectivement. Il a toujours su s'adapter aux réalités politiques changeantes, que ce soit en s'acquittant avec brio de nouveaux mandats qui lui étaient confiés, ou encore en revoyant ses modes d'action pour faire face à des compressions de son financement en des périodes plus difficiles. Bien que le RESO ait toujours assumé les responsabilités qui lui ont été confiées par les trois ordres de gouvernement, il ne s'est jamais défini comme le produit d'un programme gouvernemental. Depuis son origine, le RESO tient son mandat premier de la communauté du Sud-Ouest. Il a survécu et il survivra aussi longtemps que la communauté continuera de lui assurer sa confiance.



Au fil des ans, le RESO s'est transformé et adapté en restant toujours fidèle à sa mission ainsi qu'à ses valeurs de base, fondées sur des principes de solidarité, d'inclusion et de participation. Toute sa démarche s'appuie sur un mode opératoire démocratique : la concertation. Qu'on y pense, ce n'est pas une mince affaire que le RESO ait su réunir autour d'une table et dans ses instances les entreprises, les syndicats, les groupes communautaires, les institutions publiques et les acteurs culturels!

Avec le temps, le RESO a pu développer une approche intégrée du développement économique et social en combinant formation de la main-d'œuvre, accompagnement en employabilité, accompagnement en entrepreneuriat,

financement d'entreprises et développement territorial, le tout s'appuyant sur une vision d'ensemble définie par les partenaires dans un Plan d'action local pour l'économie et l'emploi (PALÉE). Comme souvent, s'agissant de l'innovation sociale émanant du Sud-Ouest, notre modèle a fait école et a été institutionnalisé à travers la création du réseau des CDEC (Corporation de développement économique communautaire) notamment, en plus d'être une des sources d'inspiration pour la création des CLD. Au cours des dernières années, le modèle du RESO a même suscité de l'intérêt au-delà de nos frontières; plusieurs délégations internationales sont ainsi venues sur place pour s'enquérir de nos modes de fonctionnement et s'inspirer de nos succès.



Il est difficile de trouver les mots justes pour dire à quel point la perte du mandat CLD et de ses outils d'investissement dans l'économie locale a été durement ressentie par le RESO et ses partenaires. Elle a d'abord entraîné le démantèlement d'une équipe exceptionnelle de professionnels entièrement dédiés à l'accompagnement des entreprises du Sud-Ouest, avec les coûts que cela comporte sur le plan humain. Elle a aussi soudainement privé plusieurs dizaines d'entreprises d'une expertise et d'outils de financement inestimables.



Mais il y a plus.
En abolissant les CLD de manière précipitée et brutale, c'est à un modèle innovant de développement auquel on s'est attaqué. Compte tenu des taux de succès exceptionnels des entreprises financées et accompagnées par le RESO et les autres CLD, force nous est de constater que ce n'est pas un critère économique qui a présidé cette décision. Il y a tout lieu de craindre qu'en dépit de ces succès attestés sur les plans économique et social, ce soit le concept même de développement intégré, inclusif et

concerté qui est balayé du revers de la main, sans en tirer les enseignements.

Mais la population n'est pas dupe! À la crise de la désindustrialisation des années 1980 succède aujourd'hui une



crise environnementale majeure, pour ne rien dire des crises attribuables à la mondialisation financière. Une communauté informée et mobilisée, qui détermine collectivement ses priorités et objectifs de développement local, et qui élabore les moyens de les mettre en œuvre, est le meilleur moyen de faire face à ces nouvelles épreuves. Le RESO est plus pertinent que jamais! Notre assemblée générale annuelle est l'occasion pour l'équipe du RESO et son conseil d'administration de partager l'amorce de notre réflexion sur l'avenir de l'organisation. J'espère que vous serez nombreux à participer à l'exercice. Notre force nous vient de notre capacité à nous unir.

En terminant, je désire exprimer, en mon nom et au nom des membres du conseil d'administration, mes remerciements les plus sincères aux personnes qui ont dû quitter le RESO au cours de la dernière année. Il convient de souligner également le travail exceptionnel de l'équipe du RESO qui a su garder le cap dans la tourmente, en assurant la continuité des services à nos clientèles avec professionnalisme et sang-froid. Il faut rendre un hommage senti à l'équipe de direction qui a géré la crise avec humanité et rigueur sous la gouverne de Guy Biron, appelé à assurer l'intérim à la direction générale au plus fort de la tempête. Nos remerciements et nos pensées vont finalement à Pierre Morrissette, auquel nous souhaitons un prompt et plein rétablissement.

MERCI

aux membres du conseil d'administration du RESO qui, au cours de l'année 2014-2015, ont mis du temps, de l'énergie et leur expertise au service de la communauté du Sud-Ouest :

Pierre Gauthier, président et membre coopté

Jean-François Aubry, représentant des commerces et des travailleurs autonomes

Patrice Benoit, représentant des syndicats de la CSN

Bernard Bourdeau, représentant des syndicats de la FTQ

Francine Verrier, représentante des institutions de la santé et de l'éducation

Édith Cyr, représentante des entreprises de l'économie sociale

Shannon Franssen, représentante des organismes de Saint-Henri

Assia Kada, représentante des organismes de Saint-Paul-Émard

Luc Laperrière, représentant du collège de la culture

Éric Limoges, représentant des participants

Denise Méreineau, représentante des entreprises manufacturières

Carine Minga-Bahota, représentante des employées du RESO

Vicente Perez, représentant des organismes de la Petite-Bourgogne

Karine Triollet, représentante des organismes de Pointe-Saint-Charles

Alain Vaillancourt, représentant des élus municipaux du Sud-Ouest

Guy Biron, vice-président au développement stratégique et directeur général intérimaire (sans droit de vote)

Marguerite Blais, députée de Saint-Henri / Sainte-Anne (sans droit de vote)

Nathalie Chrétien, directrice du Centre local d'emploi (sans droit de vote)

Nous remercions également les pouvoirs publics qui soutiennent la réalisation de la mission du RESO :



Avec la participation financière de :



Développement
économique Canada
pour les régions du Québec

Canada Economic
Development
for Quebec Regions

CONCERTATION ET DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE

VIE DÉMOCRATIQUE

Le 30 septembre 2014, l'assemblée générale du RESO a réuni quelque 125 personnes sur le thème Habiter, travailler et vivre le Sud-Ouest. Un bilan du Plan d'action local pour l'économie et l'emploi (PALÉE) 2011-2014 a été présenté lors de cette assemblée qui s'est déroulée sous forme de forum public. Plusieurs propositions d'orientation ont aussi été soumises, émanant des différents collèges sectoriels et devant guider l'action du RESO pour les trois prochaines années dans le cadre de la mise à jour du PALÉE.

Toutefois, le nouveau pacte fiscal annoncé par le Gouvernement du Québec dans le mois qui a suivi l'assemblée a eu de sérieuses conséquences pour le RESO. L'une de ces conséquences a été l'adoption de la Loi 28 au printemps dernier. Cette loi confirmait le transfert à la Ville de Montréal des mandats de développement économique local et de soutien à l'entrepreneuriat. La Ville a ainsi attribué le soutien de première ligne aux entreprises (ancien mandat CLD) à six nouvelles organisations réparties sur l'ensemble du territoire montréalais.



n'étant plus l'interlocuteur privilégié de la Ville en matière de développement économique local.

En effet, après plusieurs semaines de négociation avec le gouvernement et la Ville de Montréal, le RESO a perdu le mandat CLD qu'il exerçait depuis 1998. Par le fait même, il s'est vu privé des outils de financement qui lui permettaient de soutenir la création d'emplois ainsi que le développement des entreprises privées et d'économie sociale dans le Sud-Ouest. Le RESO a donc dû renoncer à son service de première ligne aux entreprises et à une expertise professionnelle de très grande qualité, intégrée et peaufinée dans une approche de développement économique communautaire depuis plus de 15 ans. Il a également dû renoncer à poursuivre la mise à jour du PALÉE,

CONCERTATION ET DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE

MOBILISATION DES PARTENAIRES POUR LA SURVIE DES CDEC

Le 10 décembre 2014, dans la foulée du nouveau pacte fiscal, le RESO et l'ensemble des CDEC du Québec ont mobilisé plus de 350 personnes à l'École de technologie supérieure (ÉTS) afin de réitérer l'importance du rôle que

jouent les CDEC depuis trente ans. Préalablement à cet événement d'envergure, plus de 1 000 lettres d'appui provenant d'entrepreneurs et de divers partenaires avaient été récoltées, démontrant également l'importance du rôle des CDEC.

ZONES D'EMPLOI

Durant l'année, le RESO a poursuivi son travail au sein du comité Zones d'emploi. L'objectif du comité était de proposer des stratégies assurant le maintien et le développement de zones d'emploi diversifiées dans une perspective de développement durable. Un portrait caractéristique des zones d'emploi du Sud-Ouest a été réalisé, de même qu'un inventaire des stratégies et des initiatives qui ont cours au Canada et dans le monde entier.

Le 25 novembre dernier, le RESO et les CDEC de Montréal, en collaboration avec la Chaire Ivanhoé Cambridge d'immobilier ESG UQAM, ont tenu un colloque sur le thème *Les zones d'emploi, moteur du développement de Montréal et de ses quartiers*. Plus de 275 représentants du milieu des affaires, des institutions financières, des promoteurs immobiliers, des fonds de travailleurs, des centrales syndicales et des organisations communautaires ont proposé un plan d'action pour assurer la préservation et la mise en valeur des zones d'emploi dans les différents quartiers de Montréal. Fruit d'un engagement pris lors de la rencontre *Je vois Montréal*, ce colloque a débouché sur l'adoption de nombreuses propositions demandant, notamment, de renforcer le statut des zones d'emploi dans la réglementation de la Ville de Montréal afin de permettre leur modernisation, leur densification et leur développement.

CARREFOUR DE LA CRÉATION

En 2013-2014, la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) a acheté un terrain de 47 000 pi² sur le site des Bassins du Nouveau Havre dans le cadre d'un partenariat avec Bâtir son quartier et le RESO. Le projet initial prévoyait des logements communautaires ou sociaux et des condos abordables (Accès Condos) pouvant répondre aux besoins des familles ainsi que des espaces non résidentiels destinés à des ateliers d'artistes, des entreprises d'économie sociale du domaine des arts et de la culture et à un centre de la petite enfance. Après de nombreuses démarches, la partie non résidentielle, maintenant connue sous l'appellation Carrefour de la création, s'est précisée. Pour cet espace de 16 000 pi², le projet prévoit un atelier collectif et plusieurs espaces partagés dont un Fab-café, un café favorisant la créativité et la médiation culturelle. De plus, il sera possible pour les artistes de bénéficier d'un logement abordable dans la partie résidentielle.

La mission du Carrefour de la création est de stimuler et de soutenir l'émergence de l'économie sociale et créative, par le développement d'un écosystème et d'espaces de travail abordables, de collaboration, d'apprentissage et de créativité. Pour la première phase de financement, le Carrefour a fait appel à la Ville de Montréal, aux gouvernements du Québec et du Canada, au capital patient et aux prêts hypothécaires.

QUARTIER DE L'INNOVATION

Lancé officiellement le 13 mai 2013, le Quartier de l'innovation (QI), un projet de l'ÉTS et de l'Université McGill, veut contribuer à l'édification d'un milieu de vie où habitation, emplois, services de proximité et qualité de vie se conjugueront pour stimuler la créativité et l'innovation sous toutes leurs formes. Le RESO est impliqué dans



diverses initiatives liées au développement social et culturel du QI, soit le Sentier de la Bourgogne, l'École de l'innovation citoyenne de l'ÉTS, les stages étudiants de l'Université McGill dans des entreprises d'économie sociale du Sud-Ouest, le soutien au développement du Carrefour de la création et le Fonds d'amorçage technologique du Centech.



ATELIERS DU CN

Le groupe MACH dispose de 300 000 pi² d'espace industriel à louer sur le site des anciens ateliers du CN. Au cours de la dernière année, le RESO, par l'entremise de son Service aux entreprises, lui a référé des entreprises technologiques cherchant à se localiser. De plus, l'école-entreprise Formétal a finalement conclu une entente avec le groupe MACH pour se relocaliser sur ce même site.

Au cours de la dernière année, le RESO a continué de soutenir le Collectif 7 à Nous, promoteur du Bâtiment 7. Il s'agit d'un projet structurant qui offrira

des services communautaires et de proximité dans le sud du quartier Pointe-Saint-Charles, en plus d'abriter un regroupement d'entreprises sociales, culturelles et technologiques.

Le projet de centre de formation sur les métiers du rail intégré au centre d'entretien de Pointe-Saint-Charles, découlant de l'entente conclue avec l'Agence métropolitaine de transport (AMT), n'a pas progressé cette année. Le gouvernement n'ayant pas encore donné le coup d'envoi de la mise en œuvre du projet, le RESO reste à l'affût de toute nouvelle perspective de développement du site.

ARCHIVEX

Au cours de l'année, le RESO a participé à une consultation publique sur la deuxième mouture du projet de reconversion du bâtiment Archivex sur la rue Saint-Jacques. Il a aussi défendu le projet lors d'une séance du conseil d'arrondissement. Le projet accueillera 1 200 nouveaux employés, ce qui aura plusieurs effets positifs au point de vue de la revitalisation économique et commerciale du secteur. Enfin, le RESO a signé une entente de collaboration avec le promoteur du projet pour mettre en place une stratégie d'embauche locale avec la participation des entreprises qui occuperont le nouveau bâtiment. Cette entente de collaboration a été intégrée dans l'accord de développement.

CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL (CUSM)

Faisant partie de la Concertation interquartiers (CIQ), le RESO a participé aux réunions du comité conjoint CUSM-Communauté ainsi qu'aux travaux des trois tables conjointes CIQ-CUSM. Les travaux de la Table développement économique ont porté sur la politique d'achat local du CUSM, la gestion du stationnement et les possibilités en matière de création d'entreprises et de services dans le domaine de la recherche. Il a aussi participé aux rencontres de la Table intégration urbaine portant sur l'enjeu de l'accès à l'hôpital pour les résidents des quartiers limitrophes. Coordonnant les travaux de la Table employabilité, le RESO a organisé trois rencontres durant l'année. Il a aussi tenu une assemblée de sensibilisation aux métiers de la santé en demande au CUSM et dans les autres établissements de santé, rejoignant ainsi plus de 100 jeunes chercheurs d'emploi et plusieurs professionnels de la santé.

CULTURE

Dotée d'un nouveau président, la Table des acteurs culturels s'est réunie à quelques reprises au cours de l'année 2014-2015. On y a discuté de plusieurs projets structurants qui pourraient voir le jour dans le Sud-Ouest et auxquels la Table a donné son appui (Carrefour de la création, Horse Palace de Griffintown, etc.). Une proposition visant à créer une « vitrine » pour la promotion de l'offre culturelle du Sud-Ouest a été mise de l'avant, mais n'a pas encore été finalisée. La Table collabore à la mise en œuvre de la politique culturelle lancée en février 2012 par l'Arrondissement du Sud-Ouest, l'un de ses membres assidus.



CANADA MALTAGE

À l'instar de plusieurs organismes et intervenants de Saint-Henri, le RESO a participé à une préconsultation sur les orientations générales de développement pour le site de la Canada Maltage. Rejoignant les préoccupations maintes fois exprimées par Solidarité Saint-Henri et le POPIR (Projet d'organisation populaire, d'information et de regroupement), le conseil d'administration du RESO a réitéré le souhait qu'un véritable exercice participatif soit tenu quant au développement de ce site. Il a aussi demandé qu'une approche de mixité sociale et de mixité des fonctions soit privilégiée, incluant une place significative pour des entreprises et du logement communautaire et coopératif.

CONCERTATION RÉGIONALE ET NATIONALE

Le RESO est resté bien présent dans divers lieux de concertation locale, régionale ou nationale (voir aussi les sections des autres services du RESO). Il a représenté les CDEC du Québec au conseil d'administration et au comité exécutif du Chantier de l'économie sociale, au conseil d'administration de CAP finance (le Réseau de la finance responsable et solidaire), et à celui de Commerce solidaire Québec (un regroupement d'achats destiné aux entreprises d'économie sociale). Il a également participé au conseil d'administration et au comité de suivi du Service de 2^e ligne en économie sociale.

Il a participé aussi à certaines instances nationales en employabilité. Il est membre du conseil d'administration de la Coalition des organismes communautaires de développement de la main-d'œuvre du Québec (COCDMO) et du conseil d'administration du Réseau des services spécialisés de main-d'œuvre du Québec (RSSMO). Il assume la vice-présidence à titre de représentant du secteur institutionnel (communautaire) du Conseil régional des partenaires du marché du travail (CRPMT). Il a également fait des représentations auprès des instances d'Emploi-Québec et de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) pour faire reconnaître l'expertise du RESO et des CDEC en matière de main-d'œuvre auprès des entreprises.

Enfin, le RESO a participé à une recherche sur la contribution des CDEC du Québec à la cohésion sociale dans leur communauté, en collaboration avec un groupe de recherche de l'UQAM et le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES). Des monographies de chacune des CDEC ont été terminées au cours de l'année et le comité CDEC-UQAM-CRISES a repris ses travaux en mettant l'accent sur les projets culturels développés ou soutenus par les CDEC.



PERSPECTIVES

Le RESO doit s'adapter à trois changements importants qui découlent de la Loi 28 : le transfert à la Ville de la responsabilité du développement économique local, la création de six nouveaux pôles économiques répartis sur le territoire montréalais et la perte de son mandat CLD. Dans ce nouveau contexte, le RESO entend soumettre de nouvelles orientations au conseil d'administration et à l'assemblée générale. Ces orientations permettront au RESO de continuer à être un interlocuteur de premier plan du développement économique, social et culturel du Sud-Ouest à partir d'une approche qui mise sur la concertation et la participation de tous les acteurs socioéconomiques. L'approche du RESO en matière de développement économique communautaire est plus pertinente que jamais.

SERVICE AUX ENTREPRISES

L'année 2014-2015 marque la dernière année du Service aux entreprises (SAE) du RESO avec la fin de son mandat Centre local de développement (CLD). Cependant, encore cette année, l'équipe de professionnels du SAE a continué jusqu'à la toute fin d'offrir aux entreprises de toute taille du territoire des services d'accompagnement pour faciliter leur démarrage, leur consolidation ou leur développement.

Ces services se résument aux conseils de gestion, à l'information sur les programmes d'aide financière offerts aux entreprises, à l'aide pour la recherche de locaux et de terrains à louer ou à vendre sur le territoire et, bien sûr, à l'accès à certains fonds locaux d'investissement et de subvention.

Au cours de cette année, l'équipe du SAE est intervenue auprès de plus d'une centaine d'entreprises existantes, majoritairement des PME et de très petites entreprises. Les interventions ont porté principalement sur les conseils en gestion, le marketing, le financement et la localisation.

Pour sa part, l'équipe de conseillers en économie sociale est intervenue auprès d'une trentaine d'entreprises d'économie sociale existantes, principalement pour des études de faisabilité, pour l'aide à la rédaction du plan d'affaires et pour la recherche de financement. Elle a aussi accompagné huit entreprises en phase de démarrage.

FONDS D'INVESTISSEMENT : UN ATOUT POUR LES ENTREPRISES DU SUD-OUEST

Les fonds de financement du RESO appuient concrètement les projets des entreprises du Sud-Ouest. En 2014-2015, le Fonds local d'investissement – Fonds local de solidarité (FLI-FLS) a investi dans onze projets d'entreprise, pour un



total de 620 000 \$. Ces apports ont permis de générer des investissements totaux de 3 350 000 \$ dans le Sud-Ouest. N'ayant plus de fonds disponibles, RESO Investissements n'a pu s'impliquer financièrement dans aucun nouveau projet d'entreprise cette année; par contre, les entreprises financées au cours des dernières années ont toutes fait l'objet d'un suivi régulier. Mentionnons aussi que le RESO a poursuivi ses démarches visant à consolider et à recapitaliser RESO Investissements, démarches qui sont demeurées vaines jusqu'à maintenant, mais qui ont laissé entrevoir quelques pistes prometteuses.

Dix entreprises d'économie sociale ont été appuyées financièrement, pour un total de 151 940 \$, sous forme de subventions par le Fonds d'économie sociale du Sud-Ouest (FESSO) et sous forme de prêts par RESO Investissements – Capital solidaire (20 000 \$). Le SAE a travaillé également en étroite collaboration avec le Service de 2^e ligne du Fonds de développement Emploi-Montréal (FDEM), y référant les entreprises d'économie sociale qui ont des besoins particuliers pour leur développement ou leur consolidation.

Cinq entreprises (six promoteurs) ont obtenu une bourse du programme Jeunes promoteurs, se partageant 30 000 \$. Ces bourses ont généré des investissements d'autres sources (promoteurs, institutions financières, capital-actions, gouvernements) de 1 932 000 \$.

En plus de demeurer régulièrement en contact avec les entreprises financées et d'organiser des activités de réseautage à leur intention, le SAE les a accompagnées dans l'évaluation de leurs besoins, la gestion et la recherche de financement complémentaire. Il a poursuivi également ses partenariats avec la plupart des acteurs financiers, qu'ils soient de l'économie sociale ou du secteur privé. Des collaborations fructueuses ont ainsi été poursuivies avec plusieurs acteurs du capital de risque québécois – entre autres, avec C3E, iNovia, Capital innovation, Anges Québec et Cycle Capital. Elles ont permis des investissements importants dans des entreprises technologiques, créneau porteur pour le Sud-Ouest. Le SAE a poursuivi également, pour la dernière année, son partenariat avec le Fonds de capital d'amorçage pour les jeunes entreprises technologiques du Centech.



UN TRAVAIL DE TERRAIN

Les conseillères et conseillers du SAE réalisaient un véritable travail de terrain. Ainsi, au cours de l'année, ils ont visité l'ensemble des commerçants des artères commerciales en revitalisation, en portant une attention particulière aux nouveaux commerces qui s'y sont établis. En outre, avec l'Arrondissement du Sud-Ouest, le SAE a été un partenaire actif dans la planification et la mise en place d'une Société de développement commerciale (SDC) pour le Quartier du canal, rue Notre-Dame.

L'équipe du SAE a aussi rencontré les propriétaires des immeubles multilocatifs qui regroupent plusieurs centaines de PME, afin de connaître l'offre de terrains et de locaux industriels et commerciaux à louer ou à vendre dans le Sud-Ouest. Ces actions permettaient d'effectuer une mise à jour constante du Carrefour immobilier, répertoire des locaux industriels et commerciaux disponibles que l'on trouve sur le site Internet du RESO. Rappelons qu'un portrait complet des espaces industriels a été dressé à l'occasion de l'enquête sur le secteur manufacturier en début d'année 2013. Cette mise à jour à l'intention des entreprises qui ont des besoins de relocalisation ou qui veulent s'implanter dans le Sud-Ouest est aussi fort utile au comité sur les zones d'emploi mis sur pied l'année dernière (voir la section Concertation et développement stratégique).

Le SAE a poursuivi son entente de partenariat avec Montréal international pour les visites de filiales étrangères. Des démarches avec des promoteurs immobiliers du Sud-Ouest, notamment avec Quo Vadis ou l'accélérateur d'entreprises technologiques du Sud-Ouest, sont amorcées afin d'offrir des locaux à des filiales d'entreprises étrangères.

Le SAE a poursuivi sa participation à la démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI) Opération Galt. Il a aussi continué d'accompagner les entreprises d'insertion du territoire, dont le Groupe Paradoxe, qui a emménagé

dans l'église Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours transformée en théâtre, ainsi que l'école-entreprise Formétal, qui a elle aussi emménagé dans de nouveaux locaux sur le site des anciens ateliers du CN dans le quartier Pointe-Saint-Charles.

DES CRÉNEAUX PORTEURS

Le SAE a continué son travail visant à développer et à consolider une micrograppe d'entreprises du secteur des technologies vertes, notamment avec le concours d'un réseau d'experts dans les domaines de la technologie, de la finance et de la commercialisation.



Il a aussi réalisé un travail important pour mettre sur pied un modèle d'accompagnement et de développement d'entreprises technologiques par les pairs. Au cours de l'année, des entreprises des technologies de l'information et des communications, des financiers, des experts en commercialisation, en technologie et dans d'autres domaines spécialisés se sont rencontrés tous les mois pour discuter entre eux et conseiller de nouveaux entrepreneurs désireux de s'implanter sur le territoire. Ces rencontres ont conduit à la création d'un accélérateur d'entreprises technologiques, nommé le Griffin Camp, qui vise à accélérer le développement des entreprises technologiques (start-up) par

un partage des expertises. Le Griffin Camp, après quelques mois d'activité, accueille déjà une quinzaine d'entreprises qui ont créé une cinquantaine d'emplois.

Le SAE est aussi partenaire d'un programme de formation et d'accompagnement qui a pour objectif d'aider les entreprises manufacturières traditionnelles à adopter des modes de gestion durable. Cinq entreprises du Sud-Ouest ont participé à ce programme qui s'est terminé à la fin de l'année 2014.

Du côté de l'économie sociale, le SAE a mis beaucoup d'énergie pour faire progresser les projets structurants que sont le Sept à nous – un projet qui vise à transformer le bâtiment n° 7 des anciens ateliers du CN en un pôle d'activités communautaires, culturelles, artistiques ainsi que de services, d'agriculture urbaine et de transformation sociale – et le Carrefour de la création (voir la section Concertation et développement stratégique). Les conseillères et conseillers ont également été très impliqués dans le financement nécessaire à la relocalisation des entreprises d'insertion Formétal et Groupe Paradoxe dans des locaux mieux adaptés à leurs activités et à leur croissance.

PROMOUVOIR LA CULTURE ENTREPRENEURIALE

Du 17 au 21 novembre 2014, le SAE et le Carrefour jeunesse-emploi du Sud-Ouest de Montréal (CJESO) ont profité de la Semaine de la culture entrepreneuriale pour souligner la contribution des entrepreneurs au développement du Sud-Ouest. Sur le thème *Faites-vous connaître!*, plusieurs activités ont été offertes afin de promouvoir tous les types d'entrepreneuriats – privé, collectif et étudiant. Notons, entre autres activités, la traditionnelle remise de certificats de reconnaissance à des entreprises du territoire et la tenue de l'événement Glambition en collaboration avec plusieurs écoles.

De plus, avec d'autres CDEC et certains CLD, le RESO a participé à l'événement Eweek du Collège Dawson qui a eu lieu également du 17 au 21 novembre.



Le Sud-Ouest s'est démarqué cette année encore au Concours québécois en entrepreneuriat (CQE), en remportant quatre prix au gala de la finale locale du Grand Sud-Ouest, Ville-Marie ouest de l'Île. Les **Sans Taverne** et **Montréal Frais** ont remporté le premier prix dans les catégories Économie sociale et Services aux individus. De plus, **Spin Sport** et **Innovation** a remporté le deuxième prix dans la catégorie Exploitation, transformation et production, et enfin, **Services GoVap** a remporté le prix Coup de cœur dans la catégorie Services aux entreprises. En tout, 32 entreprises de l'arrondissement du Sud-Ouest se sont inscrites au CQE cette année.

LA CONCERTATION

L'équipe de l'économie sociale a poursuivi sa participation aux rencontres des tables de concertation des quartiers du Sud-Ouest, ce qui lui a permis d'être constamment informée des besoins de la population et des organismes. De plus, elle a été présente aux événements organisés par le réseau des CDEC de Montréal et par le Comité d'économie sociale de l'île de Montréal (CÉSÎM). Elle a aussi participé, cette année encore, à l'organisation du projet À go, on change le monde! de l'Institut du Nouveau Monde.

Le SAE a également poursuivi sa collaboration pour une dernière année avec Export Montréal Ouest (EXMO), un organisme de promotion des exportations (ORPEX) mis sur pied par la majorité des CLD et des CDEC de l'ouest de Montréal, qui a réalisé plusieurs activités de formation sur l'exportation et a organisé quelques missions à l'étranger pour les entreprises. Le SAE continue de participer au conseil d'administration de la Chambre de commerce et d'industrie du Sud-Ouest de Montréal (CCISOM).

Le SAE travaille également en collaboration avec les autres services du RESO. Notamment, il a collaboré avec les Services en employabilité à l'organisation de quelques activités Entrevues éclair, visant à favoriser le maillage entre employeurs et chercheurs d'emploi.

PERSPECTIVES ● ● ● ●

Le SAE a dû mettre fin à ses activités, mais le RESO poursuivra tout de même son travail de concertation et de partenariat et pourra ainsi agir sur plusieurs enjeux liés au développement de la main-d'œuvre et de l'emploi.

SERVICES EN EMPLOYABILITÉ

Depuis 1990, le RESO adapte sans relâche son offre de services aux besoins de la population sans emploi du Sud-Ouest ainsi qu'à ceux du marché du travail.

Le bilan très positif des Services en employabilité du RESO cette année – 1603 personnes rejointes – est le résultat des efforts concertés de tous les membres de l'équipe.

L'ÉCOLE DES PARENTS

L'École des parents (EDP) recrute des parents exclus du marché du travail et majoritairement prestataires de l'aide sociale en les rejoignant dans les lieux qu'ils fréquentent avec leurs enfants (cours d'école, milieux de garde, centres de loisirs, etc.). L'objectif est de les encourager, à travers leur désir d'aider leurs enfants à l'école, à s'engager dans une démarche personnelle et d'élaborer avec eux un plan d'action qui les mènera sur le marché du travail.

En 2014-2015, l'EDP a permis à 35 parents d'améliorer leur connaissance du français et des mathématiques afin qu'ils puissent mieux aider leurs enfants à l'école. Parmi eux, deux personnes se sont trouvé un emploi, huit ont poursuivi une démarche d'insertion avec Emploi-Québec et cinq ont fait un retour en formation. Soulignons que 67 % des parents sont issus de l'immigration et que 67 % étaient chefs de famille monoparentale. Les activités de promotion de l'EDP ont rejoint 130 parents; une bonne partie d'entre eux ont complété le processus d'inscription à l'EDP et certains ont été référés vers des ressources plus adaptées à leur situation.



Mentionnons qu'une étude menée en 2013 par une équipe de chercheurs de l'Université de Sherbrooke a confirmé les bons résultats de l'EDP (voir l'onglet Publications du site du RESO – www.resomtl.com). Malgré ces bons résultats et la reconnaissance par la Commission scolaire de Montréal (CSDM) de l'importance du travail effectué auprès des parents, celle-ci ne finance maintenant que le salaire de l'enseignante attitrée au projet. Des démarches ont été faites, en vain, auprès d'Emploi-Québec pour compenser le manque à gagner. La Fondation Lucie et André Chagnon a octroyé 90 000 \$ pour l'année 2014-2015 afin que le RESO travaille à la pérennisation de l'EDP. La fondation s'est cependant engagée pour une seule année. La recherche de financement est donc devenue un enjeu prioritaire dans la poursuite de l'EDP.

EXPLORE-ACTION

Explore-Action offre aux personnes sans emploi, éloignées du marché du travail, des activités de groupe leur permettant de faire le point sur leur potentiel, leurs champs d'intérêt et leurs besoins, et d'améliorer leurs connaissances du marché du travail en vue d'un retour éventuel en emploi.

En 2014-2015, l'équipe d'Explore-Action a accompagné 44 nouvelles personnes. Au 30 juin 2015, 36 participants avaient complété leur démarche avec succès et 3 étaient toujours actifs. Parmi eux, 6 étaient en emploi, 6 avaient effectué un retour en formation ou comptaient le faire et 5 poursuivaient leur démarche dans une autre mesure d'Emploi-Québec. Les activités de promotion d'Explore-Action ont permis d'être en contact avec 218 personnes.

De nouvelles activités ont été proposées cette année afin de mieux répondre aux besoins des personnes sans emploi qui veulent reprendre confiance et trouver la motivation nécessaire pour entreprendre une démarche d'insertion sociale et professionnelle. Les premiers résultats obtenus nous démontrent bien l'utilité et la pertinence de la démarche proposée.

FORMATION GÉNÉRALE FRANCOPHONE ET ANGLOPHONE

Le RESO aide des adultes francophones et anglophones sans emploi à acquérir les compétences scolaires qui leur permettront de bien s'orienter sur le plan professionnel et d'intégrer le marché du travail de façon durable. Cet accompagnement multiplie les chances de réussite des étudiants.

Cette année, l'équipe du RESO au centre Saint-Paul a rejoint et accompagné 146 étudiants francophones. Au 30 juin 2015, 30 étudiants ont obtenu les préalables nécessaires à une formation professionnelle ou à un diplôme d'études secondaires, 50 sont toujours en démarche de formation, 5 ont obtenu un emploi, 35 ont mis fin à leur démarche et 10 ont continué leur démarche dans un autre centre.

Au cours de l'année, différentes activités ont été organisées afin de développer le sentiment d'appartenance des étudiants : café étudiant, minimarché, collège des participants, journal étudiant, activités horticoles en collaboration avec l'éco-quartier du Sud-Ouest, etc. De plus, l'équipe s'est penchée sur la recherche de solutions et la mise en place d'outils visant à soutenir les personnes ayant des difficultés d'apprentissage. Des ateliers ont aussi été créés pour répondre à des besoins particuliers, comme la gestion du stress et la prévention ainsi que la résolution de conflits.



L'équipe du Centre d'éducation des adultes James Lyng a, quant à elle, accompagné 74 étudiants cette année dont 41 nouveaux; 8 ont obtenu les préalables à une formation professionnelle ou un diplôme d'études secondaires et 29 sont toujours en démarche de formation. Une activité de maillage avec les étudiants francophones a été réalisée lors d'un voyage culturel à Québec.

Les deux centres de formation générale offraient jadis une démarche d'orientation aux étudiants francophones et anglophones, qui permettait à chacun de se fixer un but professionnel réaliste et motivant. Ce service est maintenant offert par une ressource à l'extérieur des deux centres de formation.

L'ACCOMPAGNEMENT EN FRANCISATION

Au cours de l'année, la collaboration entre le RESO et le centre Saint-Paul a permis aux étudiants en francisation de mieux connaître les ressources du quartier, d'améliorer leurs connaissances de la langue française, de mieux s'intégrer à la société québécoise et, éventuellement, au marché du travail. Plusieurs activités de groupe ont été organisées pour favoriser la persévérance scolaire, créer des liens entre les étudiants et développer leur sentiment d'appartenance. Les personnes rejointes provenaient, entre autres, des pays arabes (Arabie Saoudite, Iran, Liban) ou de l'Asie du Sud-Est (Inde, Bangladesh, Philippines, Cambodge).

Au 30 juin 2015, 52 personnes inscrites en francisation, dont 36 nouvelles, ont été accompagnées au cours de l'année. Parmi celles-ci, 12 ont complété leur profil, une a poursuivi dans un autre centre ou a participé à une autre mesure répondant mieux à ses besoins et 3 ont intégré un emploi. Vingt-deux personnes poursuivent toujours leur démarche.

À compter de la prochaine année, les personnes inscrites en francisation ne feront plus partie de la clientèle desservie par les intervenantes du RESO, Emploi-Québec ayant retiré son financement pour ce type d'activité.



LE CENTRE D'AIDE AUX SANS-EMPLOI (CASE)

Les conseillères en emploi du CASE ont pour mandat, entre autres, de soutenir les personnes sans emploi dans leur démarche vers l'emploi après une évaluation de leur situation. Les conseillères les aident à définir un objectif professionnel, à faire un retour aux études, à trouver une formation professionnelle, à s'engager dans une recherche d'emploi efficace ou à se préparer à une entrevue d'embauche.

En 2014-2015, 323 personnes ont été accompagnées en counseling individuel au CASE. Parmi celles-ci, on comptait 244 nouvelles participations, 63 autres personnes ayant commencé leur démarche au cours de l'année précédente et 16 ayant été réadmisées après la fermeture de leur dossier au cours de l'année précédente. Au 30 juin 2015, 89 personnes s'étaient trouvé un emploi, 14 avaient effectué un retour en formation ou allaient bientôt le faire et 18 s'étaient engagées dans une autre mesure afin de poursuivre leur démarche. Il est à noter que tous les résultats ne sont pas encore disponibles. Soulignons aussi que 33 personnes ont eu recours aux services du CASE, mais n'ont pu être comptabilisées puisqu'elles étaient actives dans une autre démarche.

L'ACCÈS À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Pour le RESO, la formation professionnelle est un outil essentiel au développement des compétences qui répond à la fois aux besoins du marché du travail et à ceux des personnes sans emploi. Les Services en employabilité composent depuis quelques années avec un défi de taille : celui de convaincre des établissements d'enseignement de travailler en collaboration avec le RESO dans des projets d'accompagnement et d'adaptation de formations professionnelles répondant aux besoins des personnes sans emploi qui ne pourraient, pour diverses raisons, s'y engager sur une base individuelle.

Le RESO négocie des ententes de collaboration avec des établissements d'enseignement afin de sélectionner des personnes sans emploi qui ne pourraient s'intégrer dans des formations professionnelles régulières. Ces ententes

permettent aux étudiants d'obtenir un soutien et un encadrement tout le long de leur formation. Une mise à niveau est offerte en début de formation afin que les étudiants puissent rafraîchir leurs connaissances et se préparer à faire de nouveaux apprentissages.

En 2014-2015, un seul projet d'accompagnement en formation a été financé par Emploi-Québec au lieu des deux projets, comme les années précédentes, et ce, faute de disponibilité budgétaire. Emploi-Québec a de plus, pour les mêmes raisons, choisi de ne plus financer, comme précédemment, des ratios réduits en formation professionnelle; les groupes comptent maintenant 22 personnes au lieu de 15 personnes.



La formation Assistance à la personne en établissement de santé a été choisie relativement à des besoins identifiés par un nouvel employeur qui compte s'installer dans le Sud-Ouest. Cet employeur ouvrira une résidence pour personnes âgées, La Ressource Notre-Dame-de-La-Paix, à l'automne 2015. Il s'est montré très intéressé par nos candidats et les a rencontrés au cours de leur formation. Cette façon de faire s'inscrit bien dans les objectifs que le RESO s'est donnés depuis quelques années, soit de faire le lien entre les besoins des entreprises et ceux de la main-d'œuvre du Sud-Ouest.

La formation Assistance à la personne en établissement de santé a été offerte par l'École des métiers des Faubourgs-de-Montréal. Vingt personnes ont commencé la formation. Cinq personnes ont connu des problèmes personnels importants dès les premières semaines de la formation et ont dû abandonner. Quatre personnes se sont jointes au groupe en cours d'année. Au 30 juin 2015, sur les 20 personnes inscrites, 9 ont obtenu un emploi, 5 poursuivent les modules à reprendre et devraient compléter leur DEP dans les prochains mois et 2 ont dû interrompre leur stage pour des raisons de santé (dont une grossesse).

Parmi les personnes sélectionnées, plusieurs se trouvaient depuis longtemps dans des situations très précaires. Leur faible niveau de scolarité et d'estime de soi ne favorisait pas leur intégration en emploi ou un retour en formation.

L'accompagnement en formation a permis à plusieurs de surmonter ces obstacles. Toutes les personnes recrutées ont démontré une grande motivation et beaucoup de courage pour relever ce nouveau défi.

C'est au printemps 2014 que le recrutement pour la formation Assistance à la personne en établissement de santé a été mis en branle; 260 personnes ont contacté le RESO. À la suite des séances d'information, 66 personnes ont été rencontrées, et un groupe de 20 personnes a été constitué.

Au cours de l'année, le RESO a déposé deux nouveaux projets d'accompagnement en formation auprès d'Emploi-Québec, soit Assistance à la personne à domicile et Entretien général d'immeubles. Un seul projet a été retenu par Emploi-Québec, malgré les résultats positifs obtenus par ce type de projets au cours des années précédentes. À la demande d'Emploi-Québec, les conditions de réalisation de ce projet ont de nouveau été modifiées. Des défis encore plus grands se posent pour atteindre les objectifs fixés.

LE PROJET PLACEMENT ASSISTÉ

Issu d'une entente entre Emploi-Québec et les dix CDEC de Montréal, le projet Placement assisté a pour objectif le développement d'un meilleur arrimage entre les entreprises à la recherche de main-d'œuvre et les personnes à la recherche d'un emploi.

La conseillère du RESO établit le profil professionnel et le bilan des compétences des chercheurs d'emploi afin de déterminer le type de postes recherchés. Elle communique ensuite avec des employeurs afin de trouver les emplois cachés et d'en faire la promotion auprès des chercheurs d'emploi. D'avril 2014 à juin 2015, la conseillère a rencontré 117 personnes. Au 30 juin, les résultats de placement s'élevaient à 58,6 %. D'autres résultats restent à venir.

Développer des liens avec des employeurs

Au cours de l'année, plusieurs événements se sont tenus sous l'égide du RESO et de l'ensemble des services en employabilité.

L'objectif de ces événements était de faire un pont entre les compétences des chercheurs d'emploi et les besoins en main-d'œuvre des entreprises. Parmi ces événements, retenons celui tenu à l'édifice le Nordelec en mai 2014 et celui de la CDEC Lasalle-Lachine au Carrefour d'innovation INGO. Plus récemment au printemps 2015, des conseillères du RESO ont entre autres organisé une activité Entrevues éclair avec Ressource Notre-Dame-de-la-Paix. Une conseillère a aussi participé aux *48 heures de l'emploi*, un événement organisé par divers carrefours jeunesse-emploi. Près d'une cinquantaine d'entreprises ont participé à ces différents événements. Des ateliers préparatoires à ces événements spéciaux ont aussi été présentés aux participants afin de faciliter leurs rencontres avec les employeurs présents aux différents salons de l'emploi. Près de 200 personnes ont ainsi réussi à établir un contact avec des employeurs.



UN CENTRE DE RESSOURCES ET DES ATELIERS DE GROUPE

Les conseillères en emploi des Services en employabilité offrent aux participants de toutes les activités du RESO un centre de ressources animé pour les aider dans leur recherche d'emploi ou d'information sur le marché du travail et sur les formations ou encore dans leur apprentissage des outils informatiques.

De plus, des ateliers sur le marché du travail et sur la recherche d'emploi donnent aux participants des occasions de parfaire leurs connaissances, d'échanger sur les difficultés qu'ils rencontrent et de se créer un réseau de contacts. Des ateliers sont proposés chaque semaine.

UN PROJET FORMATION INTÉGRATION TRAVAIL EN COLLABORATION AVEC LE RÉSEAU DES SERVICES SPÉCIALISÉS DE MAIN-D'ŒUVRE



Le Réseau des services spécialisés de main-d'œuvre (RSSMO) a créé, avec ses membres et le financement de la Commission des partenaires du marché du travail, le projet Formation Intégration Travail (FIT). Ce projet original soutient les employeurs dans leur processus d'embauche tout en permettant aux personnes sans emploi de développer ou mettre à jour leurs compétences, de mieux intégrer le milieu du travail et de rester en emploi. Le RESO a travaillé à l'élaboration du projet et y a aussi participé activement en offrant des ateliers préparatoires aux candidats potentiels. L'équipe du RESO a réalisé avec succès neuf maillages entre entreprises et main-d'œuvre et a ainsi atteint les objectifs qu'elle s'était fixés. Une quarantaine de candidats ont été rencontrés et environ 60 entreprises ont été sensibilisées à ce projet.

LES INITIATIVES LOCALES

Le Budget d'initiatives locales (BIL), comptant 1 900 000 \$ sur trois ans pour l'ensemble de Montréal, permettait à des organismes communautaires de créer des projets novateurs qui répondent localement à des besoins prioritaires en matière de développement de la main-d'œuvre et d'insertion en emploi. Selon les règles de gestion mises en place, tous les projets provenant des différents territoires étaient traités par un comité d'approbation et leur financement était accordé pour un maximum de trois ans.

Malgré le climat d'incertitude entourant la reconduction du BIL, l'agente de développement a accompagné trois organismes dans le développement de nouveaux projets (Pro-Vert Sud-Ouest, Made in Montréal et FBDM). Ces projets avaient pour objectif de rejoindre des clientèles marginalisées et de les soutenir dans le développement de nouvelles compétences. La non-reconduction du BIL n'a pas permis le développement de ces nouveaux projets. De nouvelles sources de financement ont été explorées, sans succès.

En plus de son mandat principal, l'agente de développement du BIL a préparé et animé les rencontres de la Table réseautage des organismes du Sud-Ouest qui interviennent dans le développement de la main-d'œuvre. C'est à partir de ce travail de concertation qu'est organisé, chaque année au printemps depuis plus de dix ans, un événement de reconnaissance dans le cadre de la Semaine québécoise des adultes en formation. Les membres de la Table réseautage ont convenu qu'il devenait impossible pour eux de mener à bien la réalisation de cet événement cette année, faute de financement et de ressources. Soulignons que le contexte budgétaire et les mesures d'austérité ont eu raison aussi de la Semaine québécoise nationale des adultes en formation soutenue par l'ICEA qui en était l'organisme promoteur.



EN CONCERTATION

Les Services en employabilité travaillent en concertation avec de nombreux partenaires, comme les centres d'éducation des adultes du Sud-Ouest et les centres de formation professionnelle. Ils participent aussi aux conseils d'établissement des centres de formation avec lesquels ils réalisent des projets, aux conseils d'administration d'organismes du Sud-Ouest et à un comité de prêts d'entraide mis sur pied par l'ACEF du Sud-Ouest. Ils ont pris part aux rencontres du comité des CDEC sur les initiatives locales ainsi qu'au comité régional d'approbation des projets du BIL jusqu'à leur dissolution. Ils contribuent activement à la promotion de la main-d'œuvre locale touchant les grands projets de développement du Sud-Ouest.

LE RESO, UN LIEU DE FORMATION ET DE CONSOLIDATION DES CONNAISSANCES

Depuis quelques années, le RESO s'est donné comme objectif d'accueillir des stagiaires dans le domaine du soutien administratif (secrétariat ou autres), en technique de travail social et même dans le domaine du choix de carrière. Ces activités permettent à des jeunes et moins jeunes d'acquérir de l'expérience et de le faire dans un milieu qui permet les échanges d'expertises et de connaissances de part et d'autre.

De plus, le RESO participe depuis quelques années à un projet de l'organisme Communautaire. Il accueille à ses bureaux un animateur en informatique qui initie les participants du RESO à l'utilisation d'un ordinateur, de plateformes de recherche d'emploi et de différents logiciels afin de leur fournir des compétences supplémentaires sur le marché du travail.

Ces activités s'inscrivent bien dans l'objectif du RESO de soutenir les personnes sans emploi dans l'acquisition de nouvelles compétences qui représentent des atouts sur le marché du travail.

PERSPECTIVES ● ● ● ●

Au cours de la prochaine année, les Services en employabilité du RESO poursuivront leur travail auprès de la population sans emploi et de la population plus éloignée du marché du travail en offrant différents services adaptés à leurs besoins.

Le RESO poursuivra sa recherche de financement afin de pérenniser l'École des parents (EDP). Entre autres, il continuera ses démarches auprès d'Emploi-Québec pour faire reconnaître la part importante de l'employabilité dans les activités que propose ce service du RESO aux parents. Par ailleurs, les chercheurs de l'Université de Sherbrooke poursuivront leur travail, avec le RESO et ses partenaires, sur trois ans afin de documenter l'impact de l'EDP auprès des parents et des enfants grâce au Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC).

L'équipe d'Explore-Action travaillera au renouvellement de ses ateliers et veut aussi développer et offrir des activités complémentaires qui encourageront davantage les participants ayant terminé leur démarche à mieux intégrer le marché du travail.

Le CASE poursuivra son travail de counseling professionnel auprès des personnes sans emploi qui désirent définir ou clarifier leur objectif professionnel, faire un retour à l'école ou s'engager dans une démarche de recherche d'emploi. Les conseillères sélectionneront et accompagneront 22 personnes dans le cadre de la formation Entretien général d'immeubles.

De nouveaux projets d'accompagnement en formation professionnelle seront proposés à Emploi-Québec. L'accessibilité à des formations qualifiantes demeure un enjeu important pour le RESO. Il travaillera à la négociation et à la reconduction de ce type de projets comme moyen d'intégration durable sur le marché du travail pour les personnes sans emploi.

Le RESO poursuivra son partenariat avec les centres Saint-Paul et James Lyng en vue d'accompagner des personnes désirant obtenir leur diplôme d'études secondaires ou les préalables à une formation professionnelle. Les conseillères devront redoubler d'efforts pour assurer un suivi des démarches en orientation qui seront désormais effectuées dans des organismes extérieurs choisis par Emploi-Québec. De plus, la perte du financement permettant un plus petit nombre d'élèves par classe dans les matières de base obligera les conseillères à mettre en place de nouveaux mécanismes de suivi avec les professeurs et les conseillers pédagogiques. L'accès aux formations qualifiantes pour les personnes sans emploi du Sud-Ouest reste un enjeu majeur pour le RESO puisqu'il est remis en question par Emploi-Québec. Le RESO poursuivra donc ses représentations auprès des instances gouvernementales pour maintenir sa capacité d'accompagner les personnes sans emploi dans des formations qui offrent de bonnes perspectives d'emploi.

Dans le but de mieux arrimer les besoins des entreprises et les compétences des chercheurs d'emploi, le RESO poursuivra son travail dans la cadre du projet FIT du Réseau des services spécialisés de la main-d'œuvre (RSSMO), si celui-ci est reconduit. Il est aussi prévu que les Services en employabilité organisent différents événements de maillage employeurs-main-d'œuvre afin de répondre aux besoins d'employeurs soucieux de trouver « la » bonne personne. L'idée est de faire le pont entre les compétences des chercheurs d'emploi et les employeurs à la recherche d'une main-d'œuvre répondant à leurs exigences. Ce travail pourra aussi être réalisé en concertation avec différents organismes en employabilité.

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DU SUD-OUEST DE MONTRÉAL

L'année 2014-2015 a été une période de réflexion et d'incertitude pour les membres de l'équipe du Carrefour jeunesse-emploi du Sud-Ouest de Montréal (CJESO). En effet, des changements ont été annon-



cés par le Gouvernement du Québec en ce qui a trait au financement accordé et à la gestion des sommes allouées à la prestation des services aux jeunes qui fréquentent le CJESO. Malgré les changements que cela suppose, le CJESO est demeuré près de ses partenaires et centré sur les besoins des participants et des jeunes du milieu. L'équipe du CJESO s'est affairée à revoir ses outils, ses procédures et ses méthodes afin de s'adapter à la nouvelle réalité touchant les carrefours jeunesse-emploi, réalité qui devait être effective à compter du 1^{er} avril 2015. Le CJESO conserve malgré tout son objectif principal, soit de promouvoir une approche globale qui permet à tous les jeunes, quel que soit leur statut, de bénéficier d'un service personnalisé et adapté à leurs besoins.

LE PROFIL DES PARTICIPANTS

Cette année, le CJESO a encore observé une augmentation du nombre de ses participants, ayant accueilli 880 personnes comparativement à 737 l'année dernière. La plupart de ces jeunes avaient entre 18 et 29 ans et s'exprimaient en français. Leur lieu de naissance était le Canada. Les quartiers du Sud-Ouest d'où provenait la majorité des participants du CJESO étaient Saint-Henri et Saint-Paul-Émard. Pour ce qui est de leur situation financière, 67 % des jeunes étaient sans revenu ou dépendaient de l'aide sociale. Cette donnée n'est pas très surprenante, considérant que 70 % des jeunes étudiaient à temps plein ou n'avaient tout simplement pas d'emploi.

En ce qui a trait à leur scolarité, 30 % des jeunes avaient terminé leurs études secondaires, un diplôme d'études professionnelles ou d'autres études postsecondaires. La principale raison pour laquelle les jeunes fréquentaient le CJESO était la recherche d'emploi. Seulement une minorité d'entre eux y venaient pour bénéficier d'un service d'orientation, pour s'informer sur l'entrepreneuriat ou pour planifier un retour aux études.

ACCUEILLIR, ACCOMPAGNER ET RÉFÉRER

Dès leur arrivée au CJESO, les nouveaux participants sont invités à dresser un plan d'action à l'aide d'une conseillère ou d'un conseiller. Cette année, 424 jeunes ont défini un nouveau plan et 226 ont continué la réalisation du plan qu'ils avaient établi l'an dernier. Parmi les jeunes ayant un plan d'action, 23 ont fait un retour aux études et 144 se sont trouvé un emploi. Ces résultats sont certainement plus élevés, car souvent les jeunes ne donnent pas suite aux suivis du CJESO lorsqu'ils ont trouvé réponse à leurs besoins.

Les jeunes sont accueillis au CJESO dans le Centre de référence, un espace ouvert où les participants peuvent entreprendre des démarches de recherche d'emploi, de retour aux études ou de prédémarrage d'entreprise. Ils ont la possibilité d'être accompagnés d'une conseillère ou d'un conseiller en emploi qui répond à leurs questions et les guide dans leur parcours.

Pour aider les participants qui cherchent un premier emploi, le CJESO a continué d'offrir les trois ateliers formant le « Parcours de l'emploi » : l'atelier Connaissance de soi, l'atelier CV et lettre et l'atelier Marché caché et entrevue. La quarantaine de jeunes qui ont réussi le parcours cette année ont reçu une lettre de participation pouvant faire office de référence, un atout important pour ces chercheurs d'emploi sans expérience.

Au cours de la dernière année, l'équipe du Service de démarche d'orientation du CJESO a rencontré 66 participants désireux d'entreprendre une démarche d'orientation scolaire ou professionnelle. De ce nombre, 38 jeunes ont commencé leur démarche au cours de l'année 2014-2015. L'âge moyen des participants rencontrés en orientation cette année est de 27 ans. Plus des trois quarts des participants qui ont consulté en orientation avaient un diplôme universitaire, collégial, secondaire ou professionnel et près de la moitié occupaient un emploi.

DES PROJETS POUR SOUTENIR LA RÉALISATION DE LA STRATÉGIE LOCALE POUR LES JEUNES ET L'EMPLOI

JEUNES EN ACTION

Jeunes en action (JEA) est un programme d'insertion socioprofessionnelle qui offre la possibilité aux jeunes de 18 à 24 ans, éloignés du marché du travail, de développer leurs compétences personnelles, sociales et professionnelles. Pendant 20 à 52 semaines, ils développent leurs compétences à travers une multitude d'activités : des ateliers, des rencontres individuelles, des occasions de stages et d'expériences de travail concrètes ainsi que plusieurs visites de milieux de travail et d'écoles. Cette année grâce à Jeunes en action, 15 participants ont fait un retour aux études et 3, un retour en emploi.



IDEO 16-17 (INITIATIVE, DÉCOUVERTE, EXPLORATION, ORIENTATION)

S'adressant aux jeunes de 16 et 17 ans, le programme IDEO 16-17 est une façon différente d'encourager les jeunes à persévérer à l'école ou à y retourner. Les responsables du programme accompagnent les jeunes dans la réalisation d'un projet personnel, en plus de leur donner la chance de participer à des stages, à des ateliers de connaissance de soi et à un processus d'orientation ou d'aide à la recherche d'emploi. Au 31 mars 2015, le programme comptait 52 participants actifs, dont 37 nouveaux.

LABORATOIRE CRÉATIF

Le Laboratoire créatif consiste à accompagner des jeunes de 16 et 17 ans, à risque de décrocher, dans la création d'un projet collectif. Le programme, visant à renforcer leur appartenance à l'école, s'est terminé en juin 2015. Il aura permis à 15 jeunes de l'école secondaire Honoré-Mercier d'assister à des ateliers sur la créativité, l'entrepreneuriat et la coopération.

ENTREPRENEURIAT JEUNESSE

En plus d'animer des activités liées à l'entrepreneuriat dans le Sud-Ouest et à Verdun, l'agente de sensibilisation à l'entrepreneuriat jeunesse (ASEJ) offre un service d'accompagnement pour l'élaboration de projets. En collaboration avec certains partenaires du milieu, elle participe aussi à plusieurs événements qui font la promotion de l'entrepreneuriat, dont l'activité Troc-tes-trucs à l'école secondaire Honoré-Mercier, Glambition et les coopératives jeunesse de services (CJS).

ÉQUI T-É (ÉQUILIBRE TRAVAIL-ÉTUDES)

Par des activités de sensibilisation auprès des gens d'affaires, des élèves et de la communauté, le programme Équi T-É encourage l'adoption de comportements favorisant une meilleure conciliation travail-études. Cette année, 150 entreprises, commerces et organisations ont été approchés. De ce nombre, 56 ont adhéré au programme. Les activités de sensibilisation ont permis de constater qu'environ 30 % des élèves de l'école secondaire Saint-Henri avaient un emploi et que près du tiers d'entre eux travaillaient au-delà de 20 heures par semaine (selon le programme, un jeune ne devrait pas travailler plus de 15 heures par semaine). Le programme Équi T-É joue donc un rôle important dans la persévérance et la réussite scolaires des jeunes du Sud-Ouest.



FORMATION CAISSE ENREGISTREUSE ET SERVICE À LA CLIENTÈLE

Cette année, le CJESO a offert à trois reprises (dont une fois en anglais) la formation Caisse enregistreuse et service à la clientèle. Cette formation d'une journée, qui suscite un grand intérêt, s'adresse aux jeunes de 16 à 35 ans qui n'ont pas d'expérience en matière de service à la clientèle ou de gestion de caisse. Cette année, sept jeunes ont participé à la formation.

DESJARDINS – JEUNES AU TRAVAIL

Offert en collaboration avec les caisses Desjardins du Sud-Ouest, le programme Desjardins – Jeunes au travail procure un premier emploi d'été, de 15 à 30 heures par semaine pendant 4 à 6 semaines, à des jeunes de 16 et 17 ans résidant sur le territoire. Les caisses Desjardins Saint-Henri et Ville-Émard, Atwater-Centre et Allard-Saint-Paul ont versé aux employeurs participants 50 % du coût du salaire minimum payé aux jeunes. Cinq employeurs ont participé au programme en offrant des postes à cinq jeunes.



QUELQUES FAITS SAILLANTS QUI ONT MARQUÉ L'ANNÉE DU CJESO

SEMAINE DE SENSIBILISATION AUX EMPLOIS D'ÉTÉ

Dans le cadre de sa Semaine de sensibilisation aux emplois d'été, le CJESO a invité les jeunes de 16 ans et plus à assister à une rencontre d'information. Quatre employeurs les ont renseignés sur les processus et les critères d'embauche en vigueur dans leur entreprise ainsi que sur les profils recherchés par les recruteurs. Une quinzaine de jeunes ont assisté à l'activité.

SEMAINE DE LA CULTURE ENTREPRENEURIALE DANS LE SUD-OUEST

Du 17 au 21 novembre 2014 s'est tenue, en partenariat avec le CJESO, la quatrième édition de la Semaine de la culture entrepreneuriale du RESO. Sur le thème *Faites-vous connaître!*, les activités visaient à mettre en évidence la contribution de l'entrepreneuriat au développement économique et social du Sud-Ouest. Plusieurs activités axées sur l'entrepreneuriat jeunesse ont été offertes dans le Sud-Ouest, dont Glambition.

LE CJESO ET SES ACTIVITÉS DE CONCERTATION

Comme toutes les années, le CJESO s'est impliqué dans les activités de concertation avec le milieu dans le but de bien représenter les jeunes et d'exprimer leurs besoins. Sur le plan local, le CJESO a participé au comité de coordination du RESO (Services en employabilité), au comité jeunes des tables du Sud-Ouest, au comité Jeunes promoteurs, au CAPSSOM (d'École vers ton avenir), au conseil d'établissement de l'École des métiers du Sud-Ouest de Montréal (EMSOM), à Engagement jeunesse, à l'Inter-Coop, à la Table des 16+, au comité réseautage et à la Table de santé mentale.



Sur le plan régional et national, le CJESO a participé à la Table des gestionnaires des CJE de Montréal, au Comité régional en entrepreneuriat (CREN) et au Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec (RCJEQ).

Comité régional en entrepreneuriat (CREN) et au Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec (RCJEQ).

Au cours de l'année 2014-2015, le CJESO a organisé avec ses partenaires plusieurs activités et projets, notamment :

- les coopératives jeunesse de services (CJS) auxquelles ont participé 60 jeunes de 12 à 16 ans;
- deux assemblées des partenaires, dont l'une extraordinaire (quelque 30 partenaires ont pris part à la première et environ 50 à la seconde);
- le Collège des participants du RESO auquel une vingtaine de participants du CJESO ont assisté.

PROSPECTIVES ● ● ● ●

L'année 2015-2016 sera une période d'adaptation pour le CJESO. Le 1^{er} avril 2015, le CJESO a dû apporter des changements à son offre de services afin de répondre aux nouvelles exigences du Gouvernement du Québec. Ces changements l'obligent à travailler différemment auprès des jeunes et risquent de dénaturer l'approche globale d'intervention qu'il favorise depuis son ouverture.

Ainsi, depuis le 1^{er} avril 2015, le financement du service de base du CJESO est passé d'une subvention à la mission à une entente de services. Le CJESO devra donc atteindre des objectifs statistiques établis par le gouvernement québécois selon les besoins à l'échelle nationale et régionale des jeunes du Québec. Ainsi, le CJESO sera dans l'obligation d'accorder la priorité à une clientèle spécifique et d'exclure certains jeunes qui auraient vraiment besoin de ses services.

Nouveaux objectifs de 2015-2016

Les deux grands objectifs du CJESO pour l'année 2015-2016 seront de rencontrer 430 personnes, dont 300 prestataires de l'aide sociale, et d'obtenir pour au moins 191 jeunes un résultat en emploi ou en formation.

ENTREPRISES ET PROJETS SOUTENUS EN 2014-2015

FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT (FLI) FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ (FLS)

Certimail

Certimail vise à aider les petites entreprises canadiennes à se conformer facilement et à peu de frais à la nouvelle Loi canadienne anti-pourriel (LCAP). Certimail combine des technologies d'avant-garde pour offrir un service en ligne automatisé de diagnostic, de recommandations personnalisées et de certification de conformité à la LCAP.

● www.certimail.ca

FleJay Innovations

FleJay Innovations a conçu la plateforme Dream Recruter, un outil technologique qui permet aux recruteurs d'identifier et d'évaluer beaucoup plus rapidement les candidats qui correspondent aux besoins énoncés par le client. Cette plateforme a été développée à partir d'une technologie unique basée sur le traitement automatisé du langage naturel (TALN).

● www.flejay.com

Distribution Stylepool

Distribution Stylepool est une entreprise qui se spécialise dans l'importation, la distribution et la vente de vêtements et d'accessoires de marques internationales et exclusives sur le marché nord-américain. Stylepool détient des ententes de collaboration avec certains des meilleurs détaillants sur le continent qui visent les hommes et les femmes de 18 à 35 ans.

● www.stylepool.ca

Navut

L'entreprise a développé un site Web qui propose un ensemble d'outils en ligne permettant une transition plus facile lors d'un déménagement, plus particulièrement d'un pays à un autre, en fournissant les informations pertinentes relatives à un quartier distinct dans une autre ville. Contrairement à d'autres sites, les différents outils de Navut couvrent plusieurs aspects du déménagement, comme de l'aide pour trouver le meilleur quartier pour soi, l'analyse du coût de la vie et différents aspects relatifs à l'adaptation au nouvel environnement.

● www.navut.com

Idénergie

Idénergie a développé une hydrolienne de rivière qui améliorera la qualité de vie et le bien-être de près d'un demi-milliard de personnes qui ne sont pas branchés aux grands réseaux électriques. Elle permet la génération d'électricité propre à partir des rivières à proximité, et ce, 24 heures sur 24. L'entreprise veut répondre aux besoins des particuliers et des clients commerciaux (pourvoires, parcs, sites d'hébergement et de loisirs, etc.) ainsi qu'à ceux de fondations humanitaires et d'organisations internationales qui n'ont pas accès à une source fiable et constante d'approvisionnement électrique.

● www.idenergie.ca

Théâtre Paradoxe

Le Groupe Paradoxe, un organisme communautaire et d'économie sociale qui favorise l'insertion sociale et professionnelle dans le domaine du spectacle, a acquis en 2010 l'ancienne église Notre Dame-du-Perpétuel-Secours. Aujourd'hui transformée en théâtre, la salle présente elle-même certains spectacles en plus d'être offerte en location aux artistes, producteurs et diffuseurs de spectacles ainsi qu'aux entreprises et particuliers.

- www.theatreparadoxe.com

MKB Solutions

MKB Solutions, faisant affaire sous le nom de Clima Solutions, offre une gamme complète de services d'entretien, de réparation, d'installation et de vente d'appareils de climatisation, de réfrigération ainsi que de thermopompes pour la clientèle résidentielle, institutionnelle (hôpitaux) et commerciale (restaurants, garderies, entrepôts, etc.) sur l'île de Montréal et ses environs.

- www.climasolutions.ca

Vesta Services Domiciliaires

L'entreprise a conçu une plateforme technologique qui permet de dresser l'inventaire complet des travaux d'entretien à effectuer dans une maison et de générer automatiquement un relevé du travail à accomplir pour les visites d'entretien saisonnier. L'application est dotée d'une interface très simple et permet aux experts en entretien de ne rien oublier. De plus, elle permet de produire un historique de l'entretien effectué et un rapport du temps nécessité par chaque tâche.

- www.vestaexpert.com

Common Knowledge Software

Common Knowledge Software (CKS) a développé et distribue maintenant une application infonuagique (cloud) conçue principalement pour aider les représentants téléphoniques d'entreprises de services résidentiels et commerciaux (plomberie, chauffage, électricité, etc.) à atteindre des ratios de vente plus élevés. Les informations récoltées permettent non seulement d'améliorer les appels de service et le marketing, mais également d'obtenir un aperçu détaillé du taux de succès de chaque employé.

- www.commonknowledgesoftware.com

Systèmes P4BUS

La société Systèmes P4BUS s'est donné comme mission de développer et de commercialiser des outils de design et des solutions informatiques répondant aux principaux problèmes liés aux données et à la chaîne numérique (digital thread) contrôlant le processus d'impression 3D et ses principaux domaines d'application industrielle et grand public.

- www.llgeometry.com

AB Conception Design

AB Conception Design est une entreprise spécialisée dans le domaine du rembourrage, plus particulièrement dans la réparation de meubles résidentiels et commerciaux ainsi que dans la conception de produits exclusifs, adaptés à sa clientèle. Ces produits seront principalement offerts dans les secteurs de Verdun et du Sud-Ouest de Montréal.

- www.rembourrageabconception.ca

ENTREPRISES ET PROJETS SOUTENUS EN 2014-2015

JEUNES PROMOTEURS

Vesta Services Domiciliaires

Service complet d'entretien et de rénovation de domicile

Patrice Pâtissier

Boutique de pâtisseries, restaurant et école de cuisine

GranTuned Automobile

Remplacement de moteur thermique dans les camionnettes par un système motopropulseur électrique réutilisable

Montréal Frais

Service unique de livraison de produits d'épicerie fines et de commerçants locaux

Comptabilité Xen

Services de comptabilité basés sur l'utilisation de l'infonuagique

NOS PARTENAIRES

MERCI À NOS PARTENAIRES
QUI APPUIENT LES ACTIVITÉS DU RESO

PLATINE

ASBL = SOCIÉTÉ DE COMPTABLE
PROFESSIONNEL AGRÉÉ INC.

OR



Le génie pour l'industrie



SOLUTIONS COMPTABLES DES OBNL

SASSI

COMPTABLE PROFESSIONNEL AGRÉÉ

info@sassicpa.ca | 514.952.2646 | www.sassicpa.ca

ARGENT



SHDM

SOCIÉTÉ D'HABITATION
ET DE DÉVELOPPEMENT
DE MONTRÉAL

fiducie

du Chantier
de l'économie sociale

SFP
AVOCATS
s.e.n.c.r.l.

SYLVESTRE
FAFARD
PAINCHAUD

BRONZE

lemay®





Regroupement
économique et social
du Sud-Ouest



Carrefour
jeunesse-emploi
du Sud-Ouest

